

LA DETTE PUBLIQUE, LA DÉMOCRATIE ET LES SERVICES PUBLICS

Table ronde
Université de Lille
26/09/2024



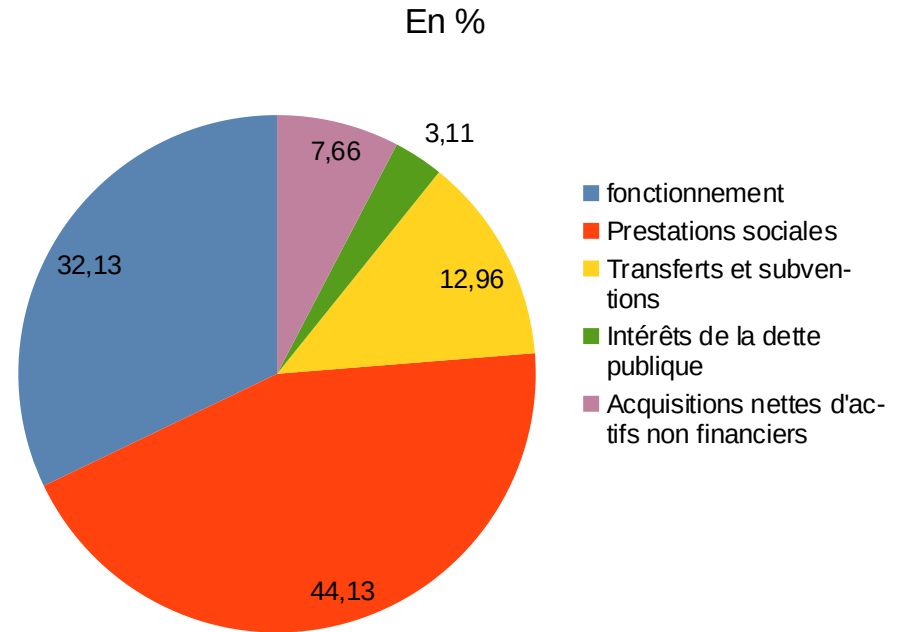
LES SERVICES PUBLICS
AU SERVICE DE LA SOCIÉTÉ !

Les dépenses publiques, c'est quoi ?

La dette publique, c'est mal ?

Nature des dépenses publiques (données 2023)

Type de dépenses	En milliards d'€
fonctionnement	516,8
Prestations sociales	709,9
Transferts et subventions	208,4
Intérêts de la dette publique	50,1
Acquisitions nettes d'actifs non financiers	123,2
Dépenses totales	1 608,5



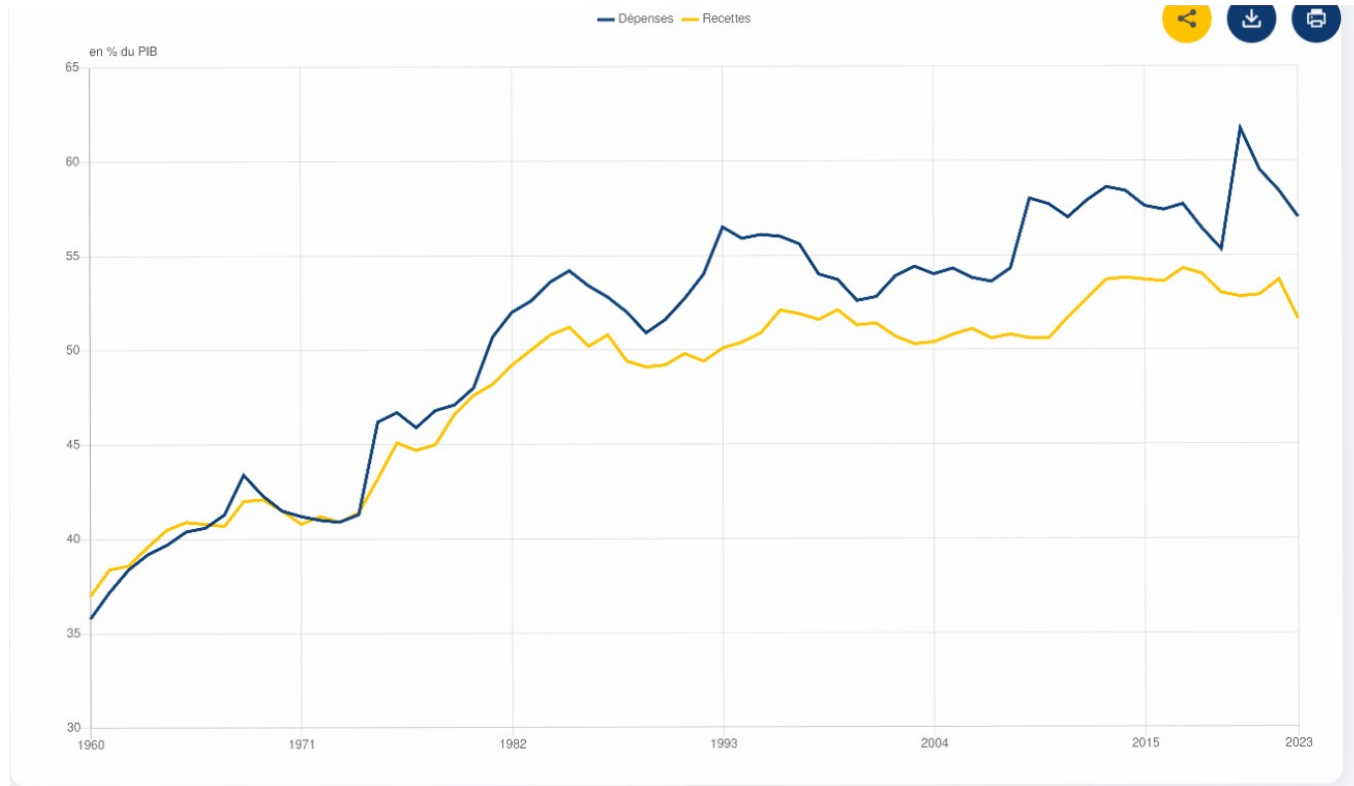
Détail des DP

- Fonctionnement = masse salariale (67%, soit 21,5 % des DP totales) + autres dépenses des administrations et CT
- Prestations sociales = dépenses Sécu (vieillesse, maladie,...) + CAF + chômage + minima sociaux

Recettes publiques (2023)

Nature des recettes	Montant en Milliards d'€
Impôts et cotisations sociales	1 280,0
Recettes de production	121,3
Revenus de la propriété	18,7
Autres transferts	34,5
Total	1 454,5

Evolution recettes et dépenses publiques en France (INSEE)

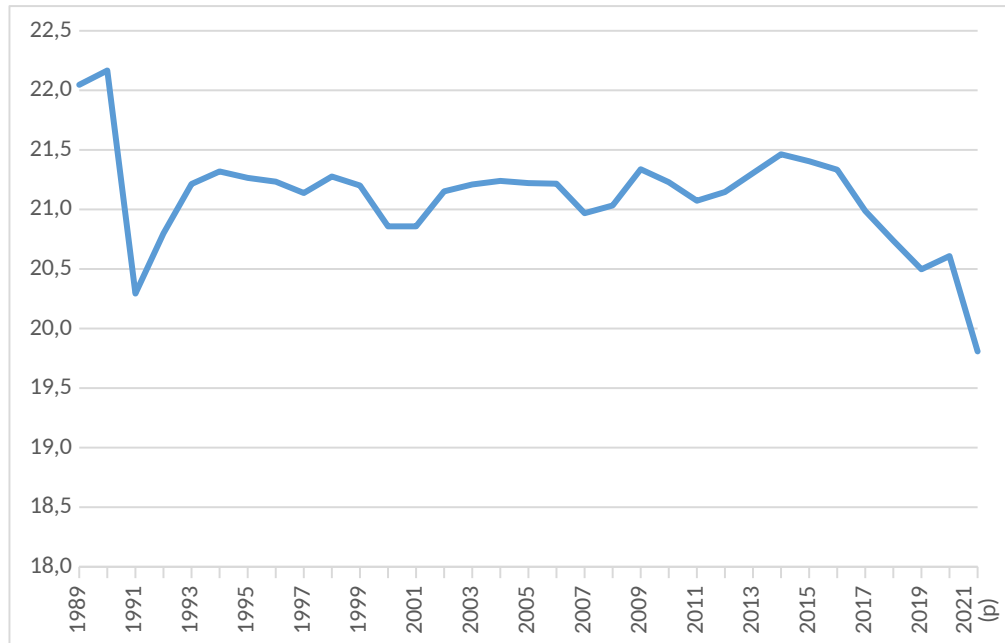


Raisons de l'augmentation des DP

- Nouveaux besoins sociaux:
 - Croissance de la population et augmentation de l'espérance de vie => nouvelles dépenses en santé (sécu + hôpitaux et EHPAD) et pour l'autonomie
 - Massification enseignement secondaire et supérieur
 - Mobilité « forcée » (travail, études,...) => besoin d'infrastructures de transport
- Augmentation globale du nombre d'agents publics (passé de 4,8 à 5,4M en 20 ans) mais qui n'a pas suivi la croissance des besoins

Augmentation DP à relativiser

- baisse emploi public/emploi total



Dette publique : un problème ?

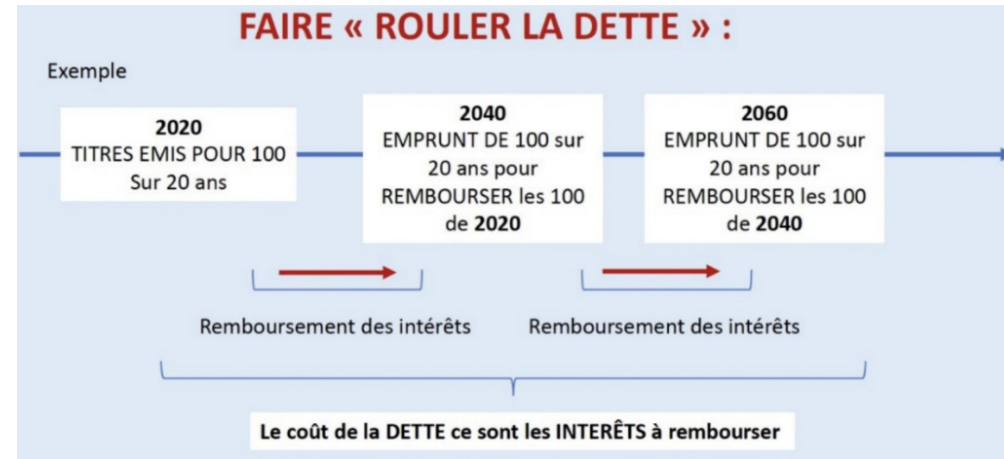
- C'est comme le cholestérol, il y en a de la bonne et de la mauvaise...
- Bonne pour financer des dépenses d'investissement pour l'avenir, qu'on transmet aux générations futures (hôpitaux, écoles,...)
- Mauvaise si elle résulte
 - d'une baisse délibérée des recettes publiques pour diminuer la participation des riches (via réductions d'impôts massives)
 - d'un subventionnement massif des entreprises sans conditionnalité

Dettes publiques : les faux débats

- Comparaison Dette/PIB (111,6 % en 2022, 109,9 % en 2023) peu pertinente (stock/flux, ratio de grandeurs différentes).
 - Ratio sensible à l'inflation et à la variation des taux d'intérêts
 - Le montant de la dette publique n'est jamais rapporté aux actifs de l'État (bâtiments publics, infrastructures, musées, théâtres, centres de recherche,...).
- Comparaison à dette privée pas pertinente :
 - (dettes/revenu annuel du foyer) > (DP/PIB) en général . Un « bon père de famille » investit pour le mieux-être de sa famille et son avenir et cela ne pose pas problème
 - pas de limite de vie à l'État a priori, et l'État maîtrise mieux ses revenus

Dettes publiques : les faux débats (suite)

- DP pas remboursée par générations futures mais par actuelles : l'État peut faire « rouler sa dette »
- DP bénéficie aussi à ceux qui la dénoncent : placement sûr pour les investisseurs financiers



Réduire la dette publique autrement que par l'austérité budgétaire

- Réduire les DP publiques liées aux subventions aux entreprises attribuées sans condition
 - 169 Mds € en 2019, plus ensuite avec le « quoi qu'il en coûte »
 - Rappel** : bénéfices CAC 40 2021 : 136 Mds (dont 69,4 Mds de dividendes & rachat d'actions)
- Augmenter les recettes de l'État :
 - Lutte contre la fraude fiscale : estimation entre 80 et 100 Mds €/an
 - réduction/suppression de niches fiscales qui ne bénéficient qu'aux (très) riches
 - Réinstaurer l'ISF
 - ...

Sources et références

- INSEE : Dépenses et recettes publiques
- Portail de la FP : Évolution des effectifs de la fonction publique en 2021
- Note ATTAC – Copernic juin 2023 : Quel est le sens du débat sur la dette publique ?
- Collectif Nos services publics : Rapport sur l'état des services publics, septembre 2023